



COMPTE RENDU

Kick-off | Coup d'envoi

Common Ground: Über Grenzen mitgestalten | Co-créons au-delà des frontières

09.04.2024, Saarbrücken, Bel Etage



Le 9 avril 2024, à l'invitation de la capitale du Land Sarrebruck et de la Communauté d'Agglomération Forbach Porte de France de Forbach, la manifestation de lancement de la phase d'expérimentation du projet pilote « Common Ground — Co-créons au-delà des frontières » s'est déroulé dans la salle de conférence Bel Etage à Sarrebruck.

Le projet consiste en la création d'un conseil citoyen franco-allemand dans la région transfrontalière de l'Eurodistrict SaarMoselle. La participation citoyenne transfrontalière sera expérimentée dans le cadre du futur schéma d'agglomération de l'Eurodistrict SaarMoselle.

Cette initiative de participation citoyenne transfrontalière est soutenue par la Fondation Robert Bosch et mise en œuvre par la capitale du Land de Sarrebruck et la Communauté d'Agglomération Forbach Porte de France de Forbach, avec l'accompagnement organisationnel de l'Euro-Institut et l'accompagnement scientifique de l'Institut nexus. Les autres partenaires sont le Conseil de Développement de Forbach et l'association à but non lucratif et transfrontalière EUROP'age Saar-Lor-Lux e.V. Le Regionalverband de Sarrebruck et l'Eurodistrict SaarMoselle sont des partenaires associés.

Les citoyennes et citoyens de la région frontalière se sont réunis de 17 à 20 heures pour s'informer sur le conseil citoyen, faire part de leurs préoccupations et de leurs questions et pour échanger.



Ouverture

L'événement débute avec le mot de bienvenue de **Georg Walter**, directeur de l'Euro-Institut franco-allemand, basé à Kehl, qui assure la modération globale de la soirée. Il explique le contexte de cet événement de coup d'envoi et remercie les institutions qui permettent ce projet pilote : l'objectif du projet est de créer pour la première fois un conseil citoyen franco-allemand transfrontalier au sein de l'Eurodistrict SaarMoselle. Après une phase de consultation menée en 2023 avec les citoyennes et citoyens de la région frontalière, l'événement marque le début de la phase d'expérimentation du projet, qui durera jusqu'en juin 2025, c'est-à-dire la création et le travail du conseil citoyen franco-allemand.

Par ailleurs, Georg Walter souligne ses liens personnels grâce à son activité professionnelle de plusieurs années dans la région frontalière et sa joie de pouvoir accompagner ce projet exceptionnel par le biais de l'Euro-Institut.



Le maire de Sarrebruck, **Uwe Conradt**, adresse ensuite la parole aux citoyennes et citoyens présents. Il s'agit d'un « véritable projet pilote », une terre inconnue dont l'issue n'est pas prévue – malgré cela, de nombreuses personnes ont déjà adhéré à l'idée de *Common Ground*. La phase de consultation a révélé le grand intérêt pour le projet et la réunion de lancement de ce soir représente le premier jalon de ce projet modèle. Le Maire souligne également les obstacles que l'idée de ce projet a rencontrés au début et la nécessité d'impliquer d'autres partenaires représentant différentes parties de la population.

La participation des citoyennes et citoyens par le biais de formats de concertation tels qu'un conseil citoyen fait l'objet de discussions intensives ; l'avancement du conseil citoyen transfrontalier dans la région frontalière franco-allemande est une grande chance pour l'Eurodistrict SaarMoselle.



« Zusammen sind wir nicht klein. Zusammen sind wir groß. Und zusammen sind wir nur dann, wenn wir miteinander leben und arbeiten und die Zukunft gestalten. »

(En français : « Ensemble, nous ne sommes pas petits. Ensemble, nous sommes grands. Et nous ne sommes ensemble que lorsque nous vivons et travaillons ensemble et que nous construisons l'avenir ensemble.)

Aucune autre région frontalière n'est aussi fortement imbriquée, selon Uwe Conradt, c'est pourquoi la pandémie et la fermeture de la frontière qui en a résulté ont été très douloureuses. La région frontalière s'est toutefois défendue avec force et a pu éviter une nouvelle fermeture de la frontière.

Pour l'avenir, il faut faire de la coexistence quotidienne, de l'amitié franco-allemande, une marque commune encore plus forte et se poser la question « Dans quels domaines devenons-nous plus forts lorsque nous travaillons ensemble ».

Le président de la Communauté d'Agglomération Forbach Porte de France de Forbach, **Jean-Claude Hehn**, après avoir également souhaité la bienvenue aux participantes et participants, souligne lui aussi l'importance de coopérer par-delà les frontières.

Différents partenaires sont actifs dans la coopération transfrontalière et la collaboration s'intensifie. Dans ce contexte, les différences entre les systèmes

peuvent parfois être décourageantes, mais, souligne Jean-Claude Hehn :

« Il nous faut impérativement aboutir à plus de coopération. »

L'objectif est de mobiliser les citoyennes et citoyens et de les amener à une politique de proximité - le conseil citoyen transfrontalier s'inscrit dans cette démarche et permettra d'ancrer l'amitié franco-allemande.

Jean-Claude Hehn se dit convaincu que le conseil citoyen se fera entendre et que les points de vue et les idées des citoyennes et citoyens pour le développement de l'espace commun seront ainsi représentés au niveau politique.



Présentation de l'équipe de projet et rencontre des participants

Après les mots de bienvenue des élus, **Margot Bonnafous**, responsable de formation à l'Euro-Institut, prend le relais et explique le déroulement de la soirée aux personnes présentes. L'équipe de projet se présente également brièvement afin que les participantes et participants sachent à qui s'adresser en cas de questions pendant la manifestation.

Afin de permettre un premier échange entre les citoyennes et citoyens présents, un bref exercice interactif pour faire connaissance s'en suit, au cours duquel les participantes et participants se déplacent dans la salle et sont encouragés, en petits groupes, à discuter et à se présenter les uns aux autres en répondant à certaines questions.

Présentation des résultats de la phase de consultation

En amont de la constitution du conseil citoyen transfrontalier, l'Université de la Sarre était chargée de l'évaluation de l'enquête « Common Ground SaarMoselle « Für eine gemeinsame Grenzregion von morgen!/En route vers l'agglomération transfrontalière de demain ! » L'enquête, à laquelle il était possible de répondre du 01/04/2023 au 31/07/2023, donne un aperçu du positionnement des personnes de la région frontalière SaarMoselle face aux questions transfrontalières.

Les résultats de l'enquête sont résumés dans un rapport qui a été présenté le soir du 9 avril par le professeur **Dr Florian Weber**. Concernant l'interprétation des résultats, il souligne le fait que le sondage n'est pas représentatif de la population de la région frontalière et qu'il n'est donc pas possible de tirer des conclusions sur les attitudes de la population en général.



« Die Grenze ist kaum spürbar, die Nähe zu Frankreich bereichernd. »

(En français : « La frontière est à peine perceptible, la proximité avec la France enrichissante. »)

Le questionnaire était proposé en allemand et en français ; au total, 650 questionnaires ont été entièrement remplis. Au total, 431 questionnaires de l'enquête en langue allemande et 219 questionnaires de l'enquête en langue française ont été inclus dans l'analyse.

L'enquête a été remplie par des personnes qui, pour la plupart, disposent d'un niveau de langue suffisant pour se faire comprendre dans la vie quotidienne : Les trois quarts de ceux qui ont répondu au questionnaire en allemand ont un niveau de langue supérieur à A2/B1 ; ils sont un peu moins de deux tiers dans le questionnaire en français. Les résultats montrent également une corrélation entre les connaissances linguistiques et le passage de la frontière : plus les connaissances linguistiques sont élevées, plus le passage de la frontière est fréquent.

Les réponses à la question sur les raisons du passage de la frontière montrent, dans la comparaison des deux questionnaires, des concordances élevées en ce qui concerne les loisirs, les achats, les offres culturelles ou la rencontre d'amis. Dans le questionnaire francophone, le « shopping » est nettement plus souvent cité comme raison du passage de la frontière, ce qui souligne l'espace fonctionnel de la région frontalière et pourrait s'expliquer par l'attrait de Sarrebruck, la capitale du Land, en tant que lieu privilégié pour le shopping.

En ce qui concerne le passage de la frontière, Monsieur Weber souligne la fréquence de la mention de la voiture comme moyen de transport (45 % vers la France, 46 % vers l'Allemagne) par rapport au train (11 % et 12 %) ou au bus (5 % et 17 %).

« Es ist wie in einem Haus zu leben, das mehrere Türen hat, nicht nur eine - mehr Möglichkeiten. »

(En français : « C'est comme vivre dans une maison qui a plusieurs portes, pas une seule — plus de possibilités. »)

En ce qui concerne les attitudes vis-à-vis de la frontière et de la coopération transfrontalière, la situation frontalière est considérée comme une chance et presque systématiquement positive.

Quant à la question des difficultés ou problèmes dans la vie quotidienne dans la région frontalière, plusieurs obstacles sont mentionnés de manière égale : Dans les deux questionnaires, la barrière de la langue arrive en tête, suivie du manque de mobilité transfrontalière, des obstacles bureaucratiques (10,9 % ont répondu par l'affirmative dans le questionnaire allemand, 5,2 % dans le questionnaire français) et des soins de santé.

Les domaines dans lesquels les citoyens souhaitent un renforcement de la coopération transfrontalière sont la mobilité, le bilinguisme, la culture et l'environnement ; dans le questionnaire français, la santé est également citée.

En conséquence, les propositions d'amélioration de la coopération transfrontalière concernent en premier lieu le développement des transports en commun et des pistes cyclables, suivi de l'apprentissage des langues et de la promotion des échanges transfrontaliers en général.



Discussion des résultats de la phase de consultation

Après cette présentation, les participantes et participants disposaient de suffisamment de temps pour discuter des résultats de l'enquête sur huit stations. Au préalable, huit constats issus des résultats de la phase de consultation ont été sélectionnés et imprimés sur des affiches réparties dans la salle. Les participantes et participants ont ainsi eu l'occasion de noter leurs opinions, leurs expériences et leurs propositions sur certains thèmes sur des cartons de différentes couleurs, de les épingler et d'échanger avec d'autres personnes aux différentes stations.

Les points essentiels formulés par les participantes et participants pour les huit

stations sont résumés ci-dessous. Les thèmes comportant en partie des aspects communs, certains points ont été mentionnés dans plusieurs stations.

De nombreux citoyens traversent la frontière notamment pour faire des achats, pour les loisirs et la culture.

Les citoyennes et citoyens étaient d'accord avec ce constat et ont également cité d'autres raisons pour traverser la frontière, comme le travail ou les loisirs. En outre, l'importance de la traversée de la frontière pour la **diversité vécue** dans la région a été mentionnée et les infrastructures nécessaires ont été évoquées comme condition préalable à la traversée de la frontière.



Ici, il y avait un grand recoupement avec la station sur la **mobilité transfrontalière** : concrètement, une amélioration des pistes cyclables et des pistes cyclables sûres pour le quotidien entre Sarrebruck et Forbach ont été préconisées par plusieurs personnes. En outre, plusieurs citoyennes et citoyens ont exprimé leur accord avec la proposition d'un « véritable transport public transfrontalier ». Outre la mobilité, il a également été recommandé de créer des **tandems entre les institutions culturelles et les offices de tourisme** et d'améliorer la **diffusion d'informations** sur les activités culturelles dans le pays voisin. Une autre préoccupation était le développement du tourisme de proximité, car la région frontalière a beaucoup à offrir en termes de paysages.

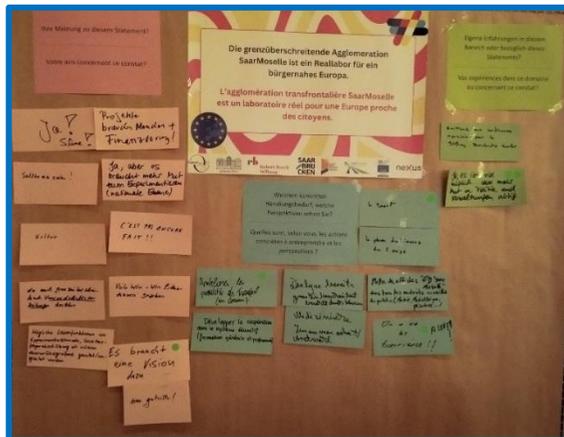
L'agglomération transfrontalière SaarMoselle est un laboratoire réel pour une Europe proche des citoyens.

Les avis des participantes et participants sur cette affirmation étaient clairs : l'agglomération transfrontalière SaarMoselle devrait être un laboratoire réel pour une Europe proche des citoyens, mais elle ne l'est pour le moment qu'en partie.

Il faut plus de **courage dans la politique et les administrations**, au niveau national, ainsi qu'une vision partagée.

Il existe des barrières dans la région frontalière, par exemple dans le domaine du sport, où les licences ne sont pas valables dans les deux pays. L'objectif consiste à supprimer ces obstacles. La région frontalière pourrait jouer un rôle de laboratoire en utilisant ou en mettant en œuvre des clauses d'expérimentation, des **évaluations d'impact de la législation et d'autres instruments** à tous les niveaux. Pour un tel laboratoire réel, il faut des personnes et le financement nécessaire.

Parmi les recommandations d'actions concrètes, les participantes et participants ont également cité à cette étape **l'amélioration des transports en commun, ainsi qu'une amélioration/développement de la coopération dans le domaine du sport et des systèmes éducatifs** (formation initiale et professionnelle), ainsi que la coopération dans le domaine de la santé (pour le choix du médecin). Une autre proposition mentionnée est **l'amélioration de la communication** pour faire connaître l'Eurodistrict : des affiches « ED SaarMoselle » pourraient être apposées dans tous les lieux accueillant du public, comme les mairies, les piscines ou les bibliothèques.



La coopération transfrontalière doit également être renforcée dans le domaine de la santé.

En ce qui concerne la santé, plusieurs citoyennes et citoyens ont estimé que le processus de développement du « **corridor de santé** », annoncé à maintes reprises, était trop lent. La plupart des participantes et participants ont approuvé cette affirmation et ont fait part de leurs propres expériences et impressions dans le domaine : la **volonté politique** d'aller de l'avant n'existe pas du côté français, ce qui est également lié au fait que le maintien des cabinets médicaux français est soutenu. Il a été critiqué qu'un **traitement dans le pays voisin soit pratiquement impossible** dans la pratique, en raison d'une méconnaissance du fonctionnement de la carte européenne d'assurance maladie. La mobilité du personnel hospitalier de la France vers l'Allemagne, jugée unilatérale par les citoyennes et citoyens, a également été abordée.

Cependant, les citoyennes et citoyens ont également souligné les **aspects positifs de la coopération en matière de santé** : par exemple, la dialyse est organisée de manière transfrontalière et la chimiothérapie à Sarrebruck est partiellement prise en charge par la caisse d'assurance maladie française.

Il a été proposé de modifier la carte vitale française en fonction du lieu et non de la nationalité ; **l'utilisation d'une carte d'assurance maladie commune** dans la région frontalière a également été proposée comme projet pilote. En outre, il devrait être possible de consulter tous les médecins en France et en Allemagne dans un corridor frontalier de 30 à 40 km et de recourir à des **transports d'urgence transfrontaliers** en cas de proximité géographique. Il a également été question d'**élargir l'offre d'information** sur le fonctionnement du système du pays voisin ou encore sur la possibilité d'utiliser la carte vitale française en Allemagne.



La diversité culturelle, voire l'interculturalité, sont des aspects positifs de la région frontalière.

Cette affirmation a été approuvée par la quasi-totalité des participantes et participants, qui l'associent entre autres aux aspects suivants : la transmission des connaissances sur les différences et les coutumes, les associations de randonneurs qui rencontrent un grand succès, la valorisation de la diversité en tant que partie intégrante de l'identité, sa sauvegarde ainsi que son développement dans certains domaines d'activité (hôpitaux, usines, par exemple les associations d'anciens mineurs). Le Carreau - Scène nationale de Forbach et de l'Est mosellan, centre pluridisciplinaire des arts de la scène, a été cité comme exemple positif de diversité culturelle. La nécessité de mieux mobiliser la diversité culturelle comme facteur d'implantation et le rôle des médias de part et d'autre en matière d'interculturalité ont également été évoqués.

Une **sensibilisation interculturelle précoce** (dès la crèche) et le recours à des médiateurs interculturels dans les entreprises ont été cités comme propositions concrètes. Il est également important pour les participantes et participants de promouvoir l'échange et le changement de perspective, de renforcer la **communication transfrontalière pour les manifestations** et de développer le renforcement des compétences linguistiques ainsi que les **clubs sportifs franco-allemands**.



On rencontre parfois des obstacles juridiques dans la région frontalière, par exemple concernant l'assurance maladie ou les impôts. La recherche de bons interlocuteurs peut s'avérer difficile.

L'expérience personnelle des participantes et participants concernant ce constat fait état de **problèmes de communication au sein de l'administration**, par exemple en ce qui concerne les interlocuteurs, la sécurité sociale ou les documents nécessaires à l'établissement de la carte d'identité. Plusieurs fois approuvé est le constat que **l'Eurodistrict devait être plus connu en tant qu'intermédiaire** entre les deux régions. Le fonctionnement du Centre européen de la consommation a été jugé très positif.

Les propositions concernant la mise en place du corridor de santé, le développement des transports urbains et le souhait d'avoir plus de possibilités d'expérimentations, par exemple des projets modèles, pour trouver des compromis entre les côtés français et allemand (par exemple les projets modèles de la région économique en rapport avec le traité d'Aix-la-Chapelle) se recoupent avec les autres stations. Il a également été question du fait que les deux côtés de la frontière devraient en principe être compétents, plutôt qu'aucun des acteurs. La nécessité de **mieux communiquer sur les institutions existantes et leurs missions** a également été mentionnée. Concrètement, une personne a recommandé la mise en place d'une **plateforme numérique** pour faciliter l'accès aux formulaires administratifs spécifiques aux travailleurs frontaliers.

La voiture est le moyen de transport le plus souvent cité (45 %) pour franchir la frontière. La mobilité transfrontalière devrait être renforcée.

En ce qui concerne la mobilité transfrontalière, les citoyennes et citoyens ont apporté de nombreuses remarques. Tous ont été d'accord sur le fait qu'il est important de **développer l'offre de transports publics transfrontaliers** afin de faciliter les déplacements quotidiens, notamment en augmentant leur

fréquence. Par exemple, il a été souligné qu'il n'y a actuellement pas de bus transfrontalier pour le lycée franco-allemand ou qu'un trajet en train de Metz à Sarrebruck peut prendre jusqu'à 4,5 heures en raison de retards, d'interruptions ou de trains ou bus de remplacement.

Les prix plus élevés pour le transport international sont également mentionnés, en particulier pour les abonnements mensuels pour le transport scolaire. Beaucoup de participants regrettent que le billet de 49 € de la Deutsche Bahn ne permette pas d'aller jusqu'à Forbach. Un autre exemple de l'absence d'**harmonisation des tarifs et des conditions de vente des billets** dans la zone frontalière est la ligne de bus Sarrebruck-Forbach, où le transport gratuit de personnes en situation de handicap du côté allemand prend fin à la frontière et n'est pas valable au-delà. Certains participants et participantes soulignent également le manque d'informations sur les transports publics transfrontaliers et la méconnaissance des usagers des billets spéciaux tels que le Saar-Lor-Lux-Ticket.



En ce qui concerne le vélo, de nombreuses personnes reconnaissent la nécessité de créer une **piste cyclable sûre et directe entre Forbach et Sarrebruck** pour les trajets quotidiens.

La barrière linguistique existe toujours. Il faut travailler sur cet obstacle.

Les citoyennes et citoyens présents sont d'accord avec ce constat. Malgré les écoles biculturelles, plusieurs personnes ont constaté que l'intérêt général pour l'apprentissage de la langue du pays voisin diminue.

Cela s'explique par le fait que le nombre d'étudiantes et étudiants inscrits dans les programmes franco-allemands a considérablement diminué, ce qui remet en cause l'avenir de ces cursus. On observe que l'apprentissage de la langue du pays voisin est de plus en plus négligé par les élèves, en particulier en raison d'exigences plus élevées qui les poussent souvent à se tourner vers d'autres langues étrangères telles que l'anglais et l'espagnol. Il est à noter que certaines écoles du côté allemand n'offrent tout simplement pas d'enseignement du français dans l'enseignement secondaire, à l'exception du lycée franco-allemand. Cette situation oblige les professeurs de français à travailler simultanément dans deux ou trois établissements scolaires en Sarre.

Certains participants et participantes sont favorables à la création d'un nouveau lycée franco-allemand, éventuellement dédié à la voie professionnelle. Il convient également de **renforcer les échanges entre les établissements scolaires** et, d'une manière générale, d'**encourager les**



jeunes à se rendre dans le pays voisin, même avec peu de compétences linguistiques. Pour développer le bilinguisme, les langues doivent non seulement être enseignées, mais aussi intégrées dans la vie quotidienne, par exemple par le biais d'associations et des loisirs. Un ou une participante a suggéré d'utiliser les bases militaires américaines pour organiser des échanges des jeunes trilingues entre l'Allemagne, la France et les États-Unis.

Pour surmonter la barrière de la langue, certaines personnes parlent de la possibilité de participer à des **événements transfrontaliers** afin de faire connaissance avec les habitantes et habitants de la région et de renforcer les liens culturels et linguistiques, ou d'avoir recours aux cours de langues proposés par les **universités populaires**. Les partenariats entre les institutions éducatives et culturelles offrent également la possibilité de promouvoir

